

[4 CONFIDENTIAL]

UN ARCHIVES

SERIES	<u>51002</u>
BOX	<u>7</u>
FILE	<u>8</u>
ACC.	<u>1998/0282</u>

#  
#  
Office Copy

UNITED NATIONS  
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA



UNAMIR - MINUAR

NATIONS UNIES  
MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA

11

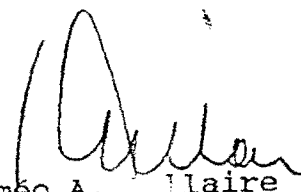
1/11

Kigali, le 19 avril 1994

Liste de distribution

OBJET: PROTOCOLE D'ENTENTE

1. Une ébauche d'un protocole d'entente pour la création d'une zone neutre à l'aéroport internationale de Kigali est ci-jointe pour votre approbation.
2. A cet effet, nous aimerions votre réponse le plus tôt possible.

  
Romeo A. Dallaire  
Major Général  
Commandant de la Force

Distribution

Externe

Action

Forces Gouvernementales Rwandaises  
Forces Patriotiques Rwandaises

Interne

RSSG

UN RESTRICTED

PROTOCOLE D'ENTENTE POUR LA CREATION  
D'UNE ZONE NEUTRE  
A L'AEROPORT INTERNATIONAL DE KIGALI

Situation Général

1. Dans le cadre de l'accord d'Arusha et de la Résolution 872 des Nations Unies (1993) en date du 5 octobre 1993, le Secrétaire général, par message codé 1115 du 13 avril 1994, a établi comme condition à la présence de la Force des Nations Unies au Rwanda, le besoin d'établir une zone neutre sous le contrôle des Nations Unies autour de l'aéroport international de Kigali.

2. L'objectif de la création de cette zone neutre est d'assurer une utilisation pacifique et sans encombre de l'aéroport par la MINUAR et les agences internationales humanitaires. Ceci permettra aux Nations Unies d'aider l'assistance humanitaire et de ravitailler la MINUAR. En outre, l'exclusion de toute présence des forces sur et autour du site, permettra d'éviter les tirs/bombardements sur l'aéroport.

3. Cette zone neutre sera établie et maintenue par la MINUAR aussi longtemps qu'il le sera nécessaire, selon les accords mutuels.

Responsabilité

4. Le commandant du secteur Kigali est chargé de la création de cette zone neutre.

5. Les activités sur et autour de l'aéroport seront surveillées par le BYUBAT, la compagnie de génie de la Force et les observateurs militaires du secteur Kigali.

Zone d'opération

6. La zone d'opération est définie par le schéma à l'annexe A. Les points importants de cette démarcation sont les suivants:

- a. Nord: la route RENERA - TWIMBOGO jusqu'à NYARUGUNGA.
- b. Sud: la route REMERA - KANOMBE GAKONI jusqu'au tournant de la route.
- c. Est: NYARUGUNGA.
- d. Ouest: REMERA.

7. Suite à une reconnaissance du secteur, les frontières actuelles seront confirmées par le commandant du BYUBAT.

UN RESTRICTED

UN RESTRICTED

Définitions relatives à la création et à l'application de la zone neutre.

8. Armes. Tout objet capable d'infliger des blessures est considéré un arme. Ceci comprend les armes à feu (y compris l'artillerie et les mortiers) et les armes blanches (couteaux, épées, bayonnette, lance, etc).

9. La zone de sécurité. Zone où le déplacement de troupes et l'emploi d'armes est sous le contrôle de la MINUAR. La sécurité du personnel militaire et civil de la MINUAR est aussi exigée dans cette zone.

10. Postes de contrôle. Les postes de contrôle sont pour contrôler les déplacements des véhicules et des piétons en vue d'assurer le respect des mesures de contrôle ainsi que des ordres et règlements. Ces postes de contrôle pourront être mobiles ou statiques.

a. Postes de contrôle statiques. Les troupes sont en permanences à des points fixes qui seront normalement situés aux croisements de routes importantes, aux points d'accès de l'aéroport ainsi qu'aux alentours de l'aéroport. La permanence y sera assurée 24 heures par jour, 7 jours par semaine. Le poste pourra communiquer par radio ainsi que par téléphone avec l'état-major du bataillon.

b. Postes de contrôle mobiles. Les postes de contrôle mobiles ne seront peut-être pas suffisant pour couvrir toute l'aire de responsabilité. Dans de telles circonstances, des postes mobiles seront établis. Les postes de contrôle mobiles auront un effectif de section (10 hommes) avec deux véhicules des NU. Ces postes seront établis à différents endroits et différentes intervalles. Ils doivent être en contact radio avec l'état-major du bataillon.

c. Force de réserve. Une compagnie du BYUBAT sera constamment en état d'alerte pour faire face aux imprévus.

11. Barrages routiers. Un barrage routier est un poste de contrôle mobile ou statique qui empêche le déplacement de véhicules sur la route. Un barrage routier doit être bien indiqué "Road block", en anglais, et KINYARIWANDA. Les signes doivent être visible de loin. L'accès à l'aéroport est interdit aux véhicules, armes et personnels des deux factions.

12. La fouille. La fouille doit être brève, systématique et précise, effectuée par les militaires avec un comportement correct afin d'éviter tout harcèlement. Les principes suivants

UN RESTRICTED

serviront de guide:

- a. Il faudra faire attention afin de ne pas endommager les véhicules et le matériel fouillés.
- b. toutes armes non-autorisées, munitions et explosifs seront confisqués et un reçu sera remis aux personnes impliqués.
- c. La fouille personnelle. Le commandant de bataillon est autorisé à ordonner la fouille du personnel civil qui travaillent à l'aéroport. Cette fouille doit se faire avec diplomatie pour éviter toute situation embarrassante.

13. La zone de défense. La zone de défense à l'aéroport ainsi qu'à ses alentours sera assurée par le BYUBAT afin d'assurer le départ et l'arrivée des aéronefs ainsi que des véhicules routiers. Il sera aussi responsable pour la prévention contre les menaces aériennes. Les détails seront établis par le commandant du BYUBAT.

14. Les patrouilles. Les patrouilles seront un élément essentiel de l'opération à l'aéroport. Les patrouilles seront effectuées par le bataillon d'infanterie et par les militaires des NU.

- a. Différentes patrouilles. Il pourra y avoir les différentes patrouilles suivantes, selon le terrain et l'intensité des opérations:
  - (1) Les patrouilles à pieds.
  - (2) Les patrouilles mobiles.
  - (3) Les patrouilles aériennes (si possible).
- b. But des patrouilles.
  - (1) Confirmer/vérifier/superviser un incident, une entente ou une violation de l'accord.
  - (2) Localiser et confisquer des armes, munitions et explosifs, etc.
  - (3) Indiquer une présence des NU.
  - (4) Défendre ses propres forces au besoin.
  - (5) Prévenir l'infiltration d'éléments indésirables au sein de la zone de sécurité.
- c. Effectifs. Une patrouille à pieds sera toujours d'au

UN RESTRICTED

moins 10 militaires et une patrouille en véhicule aura un minimum de deux véhicules.

- d. Sécurité. Contrairement aux patrouilles conventionnelles, la sécurité des patrouilles des NU réside sur l'information fournie au préalable par les officiers de liaison des factions ou parties différentes. Par contre, les points suivants doivent être considérés:

- (1) Les routes empruntées doivent être libres de tout échange de feu et de tirs hostiles.
- (2) Le personnel en patrouille doit prendre toutes les mesures nécessaires (drapeaux et vêtements) afin de bien s'identifier aux NU.

Les conditions préalables à l'enforcement du plan

15. Le plan d'enforcement sera sujet à la mise en application des conditions suivantes:

- a. Les FGR et la Gendarmerie doivent retirer leurs troupes et armes à feu direct à 500 mètres autour de l'aéroport. Aucun système indirect ne doit être plus près de 1000 mètres de l'aéroport. La zone est démontrée sur le schéma.
- b. Le FGR et le FPR doivent cesser tous tirs et bombardements dans la zone neutre.
- c. Le FGR et le FPR ne doivent utiliser la force pour pénétrer la zone neutre.
- d. Le FGR et le FPR devraient fournir leur plan de déploiement détaillé aux alentours de l'aéroport.
- e. L'utilisation de l'aéroport par l'une des deux factions doit se faire seulement avec l'autorisation du FGR, du FPR et de la MINUAR.
- f. Les fonctionnaires civils doivent avoir accès librement à l'aéroport.
- g. La surveillance continue sera assurée par les officiers de liaison du FGR, du FPR et de la MINUAR.

16. Une fois que le bataillon d'infanterie sera déployé à l'aéroport, les mesures de contrôles suivantes devront être respectées par les responsables politiques et militaires du FGR et du FPR.

- a. Le repli des troupes du FGR de l'aéroport. Ce repli

## UN RESTRICTED

doit débiter dans les deux heures suivant la décision trilatérale.

- b. Les Forces des deux factions doivent cesser toutes activités de patrouille au sein de la zone neutre.
- c. Aucun mouvement de troupes des différentes factions ne doit se faire à moins de 500 mètres de la zone neutre.
- d. Le système de défense aérienne (AD). Voir l'annexe B.

Modus Operandi

17. La MINUAR, qui est composée des observateurs militaires et d'un bataillon d'infanterie renforcé, doit veiller au respect total des conditions de l'accord.

18. Pour assurer la création de cette zone et de la mise en vigueur des mesures de contrôle, les observateurs du secteur Kigali et le bataillon d'infanterie doivent exécuter les opérations suivantes:

- a. La création de postes de contrôle. Les postes de contrôles mobiles et statiques seront créés sur les routes principales et à l'entrée et la sortie de l'aéroport. Les points d'accès de l'aéroport doivent être contrôlés par des postes statiques.
- b. La fouille. Les postes statiques et mobiles feront les fouilles. Elles devraient être faites à intervalles irréguliers.
- c. Les patrouilles. Les programmes détaillés de patrouille seront établis par les observateurs militaires et le bataillon d'infanterie afin d'assurer la sécurité de l'aéroport et de la piste d'atterrissage.
- d. Les règlements d'engagement. Voir l'annexe C.

19. Les observateurs militaires doivent constamment surveiller, contrôler, enquêter et rapporter sur:

- a. Le déploiement du FGR et tout changement au déploiement des troupes et armements aux environs de la zone neutre.
- b. Le déploiement et de redéploiement des armes à longues portées, des armes anti-aériennes, des blindés et des hélicoptères armés de toutes les factions à l'aéroport.

20. La couverture médiatique. Une couverture juste et correcte

7/11

UN RESTRICTED

par les médias d'information aura un effet positif sur la création et le contrôle de la zone neutre. Tout reportage sur cette création doit faire l'objet du geste positif des deux factions à l'égard de l'importance de ce point stratégique. La neutralité de l'aéroport donnera un espoir à la population qui a besoin de cette mission d'assistance.

Conclusion

21. La création de cette zone neutre est primordiale au succès de la MINUAR. L'assistance humanitaire et les tâches de maintien de la paix dépendent de la coopération, de la transparence et de la bonne communication entre les divers parties.

22. Le degré et l'intensité d'imposition des mesures de contrôle dépendront de la coopération des forces militaires de la MINUAR sur le terrain et des différentes factions armées. Nous devons travailler avec prudence et un esprit de neutralité absolue à l'égard des deux factions.



## ANNEXE B

PROCEDURES POUR LES OPERATIONS DE CONTROLE DUTRAFFIC AERIEN A L'AEROPORT DE KIGALI

1. Général. Suite à la présente situation au Rwanda, il est nécessaire de préserver l'utilisation de l'aéroport de Kigali pour les aéronefs des NU ou des avions nolisés par les NU ou pour toutes autres avions qui pourraient participer à des opérations d'évacuation de citoyens de diverses nationalités et pour raisons humanitaires au Rwanda. Les procédures suivantes concernent l'application sécuritaire du trafic aérien pour venir et pour quitter Kigali:

a. Procédures d'arrivée.

- (1) Tous les aéronefs devront entrer en communication HF avec Kigali au moins 10 minutes avant d'arriver à la frontière FIR. Si le contact HF ne peut se faire, l'avion devra alors entrer en communication avec l'approche Kigali au plus tôt.
- (2) Les aéronefs provenant de DARES SALAM, MOMBASSA, NAIROBI et ENTEBEE se rapporteront à la frontière FIR à leur niveau de vol respectif (FL) donné au préalable par leur ATS respectif.
- (3) Les aéronefs provenant du point FIR signaleront leur présence NM/DME avant d'arriver Kigali DME en utilisant le VCR radial (R) 103 à ou au dessus du FL 120.
- (4) Les aéronefs provenant de 20 NM demeureront dans un corridor de 5 milles de large jusqu'à 8 NM/DME et se rapporteront à 8 NM/DME sur le radial 103 à ou au dessus de 7,500 pieds à l'approche final.
- (5) La circulation aérienne en provenance du BURUNDI et du ZAIRE suivra les procédures existantes.

b. Procédures de départs

- (1) Tous les aéronefs devront soumettre leur plan de vol tel qu'énoncé dans les procédures courantes.
- (2) Tous les aéronefs se dirigeant vers l'EST devront monter à FL 120 ou plus haut à ou avant 20 NM/DME.
- (3) Tous les autres aéronefs tourneront à droite et monteront à leur niveau désigné.

2. Autorisation de vol

9/11

reliées à la MINUAR feront une demande d'autorisation de vol auprès du QG MINUAR.

- b. le QG MINUAR fera les arrangements nécessaires avec le FGR et le FPR pour assurer la sécurité de l'aéronef.
- c. Suite à une coordination entre les deux parties, l'aéronef sera autorisé à opérer au Rwanda.
- d. Suite à l'autorisation de voler, les pilotes devront observer toutes les directives et formalités pour opérer leur aéronef.

LES REGLEMENTS D'ENGAGEMENT

1. Identification des aéronefs amis. Tout aéronef qui se conformera aux procédures décrétées à l'annexe B sera toujours considéré comme aéronef ami par les deux factions.
2. Coordination entre la défense anti-aérienne et le contrôle de la circulation aérienne.
  - a. Une ligne téléphonique sera établie pour fin de coordination entre le système de défense anti-aérienne et la tour de contrôle dans le but d'identifier les aéronefs.
  - b. Une ligne téléphonique ou tout autre moyen de communication convenable devrait être disponible entre les officiers de liaison du FGR et du FPR et la tour de contrôle.
3. Déclaration/identification d'aéronefs ennemis. Aucun aéronef commercial ou de transport (civil ou militaire) ne sera déclaré hostile et cela par chacun des deux parties sans avoir vérifié adéquatement avec la tour de contrôle de Kigali.
4. Aucun aéronef ne sera engagé sans avoir au préalable été positivement identifié comme ennemi.
5. Les aéronefs situés dans l'entonnoir d'approche et le secteur de départ auront toute la latitude nécessaire pour opérer.
6. Aucun aéronef ne sera engagé à l'intérieur du "circuit".
7. S'il y a doute, les aéronefs devront être servi d'au moins trois coups de semonce. Suite aux coups de semonce, si la façon d'agir de l'aéronef ne donne pas de signes d'hostilités, l'aéronef ne sera pas engagé.
8. Aucun tir d'armes de petit calibre pointant vers l'aéroport ou les aéronefs n'aura lieu à l'intérieur d'une zone de 5 milles de l'aéroport de Kigali.
9. A l'extérieur du circuit de l'aéroport de Kigali, tous les aéronefs devraient voler au dessus de 3,000 pieds AGL pour éviter les tirs de petits calibres.
10. Aucune arme à feu ne sera utilisée pointant vers la piste d'atterrissage ou vers un aéronef dans cette trajectoire.
11. L'artillerie de défense anti-aérienne devrait informer l'aéroport de Kigali de leur instructions de tir (gun tight or gun free) et cela dans le but de faciliter la sécurité du trafic aérien.
12. Dans l'éventualité où l'artillerie de défense anti-aérienne

11/11  
derniers devraient avertir la tour de contrôle dans le but de  
laisser le temps aux autres aéronefs de monter à un niveau  
sécuritaire.

DFA

For your approval please.

FC \_\_\_\_\_

DFC \_\_\_\_\_

*Seen by DFC.*

UNAMIR  
Force HQ  
Ops Branch

Apr 94

To: Maj Gen Paul KAGAME  
Chairman of the RPF

Subject: UNAMIR INSTALLATIONS - RULES OF ENGAGEMENT (ROE)

Ref: Out Letter on Buffer Zone between UNAMIR Installations  
and RPF/RGF Forces.

1. From the very beginning of UNAMIR mission, we have tried and assure you to continue our neutrality. Due to some incidences, it has become difficult for us to execute our tasks. Vide our above reference we have requested you not to enter UNAMIR installations without clearance and all your forces should remain atleast 100 meters away from our installations. The UNAMIR installations are located in following places:

- a. Hotel AMAHORO.
- b. AMAHORO Stadium.
- c. Hotel MERIDIEN.
- d. King Fiasal Hospital.
- e. Logistic Compound near Rwandex.
- f. BYUBAT GOLF Location near GATASATA.

*g. Kigali International Airport*  
2. I am enclosing a copy of UNAMIR Installation - Rules of Engagement. I will highly appreciate if you kindly inform about our Rules of Engagement to your under commands.

3. I assure UNAMIR's cooperations for maintaining peace and harmony in the area.

*h. CTO Compound near Gaddafi Crossing.*

*②  
AFA  
Beant, it would be  
very nice to have  
a copy of all the ROE.  
was produced.*

R. A. DALLAIRE  
Maj Gen  
Force Commander

UN RESTRICTED

UNITED NATIONS  
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA

NATIONS UNIES  
MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA

UNAMIR - MINUAR

DMZ SECTOR HQ  
BYUMBA

Tel: 64168

31<sup>st</sup> March 1994

7190/DMZ/OPS

To : CHAIRMAN  
RPF HIGH COMMAND  
MULINDI

Through: RPF Liaison Officer  
UNAMIR HQ

Subject: INVITATION TO REGULAR MEETINGS BETWEEN DMZ SECTOR HQ  
AND COMMANDERS OF VARIOUS SECTORS OF RGF AND RPF  
WITH BOUNDARIES WITH THE DEMILITARISED ZONE (DMZ)

References:

- A. ARUSHA PEACE ACCORD of 4 August 1994
- B. KINIHIRA AGREEMENT of 30 May 1993

1. It is intended to organise regular meetings at two levels between the DMZ Sector HQ and the commanders of the various RGF and RPF Sectors with boundaries with the demilitarised zone.
2. These meetings have been occasioned by the urgent need to establish and maintain a positive working relationship between all forces operating in or near the DMZ in furtherance of the mission of UNAMIR.
3. These meetings are aimed at achieving the following:
  - a. To assist in successfully implementing the Arusha Peace Accord.
  - b. Effectively execute the provisions of the Kinyihira Agreement.
  - c. Establish a reliable working machinery at the Sector level to effectively address all matters of concern in the DMZ, with minimum fuss and inconvenience to all parties.
4. The following levels of meetings are proposed:
  - a. Fortnightly meetings between the DMZ Sector Comd and

UN RESTRICTED

UN RESTRICTED

Comds of the RPF Sectors with boundaries with the DMZ at NGONDORE (designated as Level A meeting).

b. Joint conferences between the DMZ Sector Comd and Comds of all the RGF and RPF Sectors with boundaries with the DMZ at the DMZ Sector HQ in BYUMBA (designated as Level B meeting).

5. Other meetings (designated as Level C meeting) could be arranged depending on the exigency of the situation.

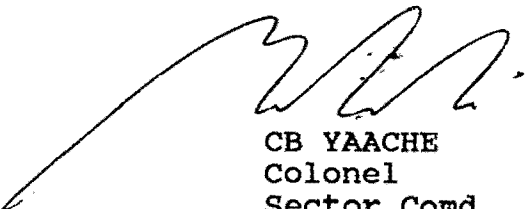
6. All the meetings shall be chaired by the DMZ Sector Comd and the Sector HQ shall prepare the Agenda of the meetings. Minutes of the meetings shall be recorded. Each party will, however, be free to give proposals on the Agenda for these meetings.

7. The Sector Comd is by this letter respectfully inviting the comds of the various RPF sectors with boundaries with the DMZ to the following first meetings:

a. Meeting with the appropriate RPF Sector Comds on Friday, 15th April 1994 at 1000hrs at NGONDORE.

b. Joint conference between DMZ Sector Comd and the comds of the various RGF and RPF sectors with boundaries with the DMZ on Saturday, 30th April 1994 at 1000 hrs at the DMZ Sector HQ in BYUMBA.

8. It would be highly appreciated if you could kindly convey this invitation to all concerned and notify us of their agreement to honour the invitation.



CB YAACHE  
Colonel  
Sector Comd

Information:  
External:

Force Comd  
DFC/COS  
COO  
Chief Liaison Officer (Force HQ)  
CAO

Internal:  
File

UN RESTRICTED

TO : DISTRIBUTION LIST

FROM : FORCE HQ/OPS BRANCH

SUBJECT : UNAMIR INSTALLATIONS - RULES OF ENGAGEMENT (ROE)

Reference : Ops Directive No 2 / 19 Nov 93.

1. UNAMIR Installations are

a. Whether compounds surrounded by fences or walls, containing UN personnel or UN equipment.

b. Vital grounds defended by UN troops, i. e. grounds to which UN troops will not allow any access unless to persons presenting themselves at the normal access(es) and after identity controls.

2. UNAMIR troops will adhere to following specific guidelines whilst guarding or defending the installations:

a. Hostile Intent. It is an action which appears to be preparatory to an aggressive action against :

- (1) The UN - installation or
- (2) The UN personnel guarding/defending it or
- (3) Any person who has access to it or
- (4) Equipment contained in it.

b. Hostile Act. Any aggressive action against as under paragraph 2,a. above.

c. Authority. The commander of the guard/defence unit is authorized to use all available weapons or means needed to respond to the threat to which the installation, the own troops, the persons authorized to accede or the stored equipments are exposed. Still, the principles of Minimum Force and collateral damage to be avoided (ref 7. e. and f) will be adhered to.

d. Threats.

(1) Any installation of weapon directed to the installation has to be considered as a hostile intent and will lead to preparedness to respond fire by the guarding unit.

(2) Any firing at the defending/guarding troops, authorized persons or stored equipments has to be considered as a hostile act and will lead to immediate reaction by fire and even to offensive actions in order to dislodge the threat.

UN RESTRICTED



UN RESTRICTED

(3) Hostile attitude by persons will only be reacted at, if those persons proceed towards the installation, although warning by voice have been given. Warning shots will precede fire for effect. If the installation is surrounded by fence or wall, there will be no firing for effect unless the persons actually attempt to cross or to force the barrier.

3. Rules of Engagement:

<u>Rule No</u>	<u>State</u>
1	B
2	B
3	D
4	A
5	B
6	B

R. A. DALLAIRE  
Maj Gen  
Force Copmmander

Distribution :

Action :

Internal :

✓ Kigali Sector  
DMZ Sector

Info :

SRSG  
MILOB HQ  
DFC/COS

UN RESTRICTED